



PRÉFET DE HAUTE-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° BCTE / 2025 – 86 DU 4 SEPTEMBRE 2025

mettant en demeure la société AEP GROUP exploitant une unité de fabrication d'emballages plastiques en ZI de Campine SAINT-PAL-DE-MONS (43620)
en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement

Le préfet de la Haute-Loire
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 du titre VII du livre Ier et l'article L. 511-1 du titre I du livre V ;

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Yvan CORDIER en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 30 janvier 2024 nommant Mme Nathalie CENCIC secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire, sous-préfète du Puy-en-Velay ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2025-28 en date du 16 juin 2025 portant délégation de signature à Mme Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°3670 ou n°3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique n°3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°BCTE/2024-35 du 21 mars 2024 autorisant la société AEP GROUP à exploiter une unité de fabrication d'emballages plastiques en zone industrielle de Campine à SAINT-PAL-DE-MONS (43620) ;

VU les rapports de l'inspection des installations classées des 6 juin 2025 et 26 septembre 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 31 juillet 2025 par lettre recommandée ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que les résultats des campagnes annuelles des 10 novembre 2021, 28 novembre 2022 et 27 février 2024 décrivent l'oxydateur thermique régénératif n°1 (RTO1) comme installation émettrice à des valeurs supérieures aux nouvelles limites d'émission en concentration et en flux de COV (composés organiques volatils) prescrites depuis l'arrêté préfectoral n° BCTE/2024-35 du 21 mars 2024 (article 2.2.2) autorisant la société AEP Group à exploiter une unité de fabrication d'emballages plastiques en zone industrielle de Campine à SAINT-PAL-DE-MONS (43620) ;

CONSIDÉRANT que le rapport de visite d'inspection du 26 septembre 2024 a préalablement rappelé que « en cas de poursuite d'utilisation du RTO1, une mise en conformité de ses rejets en COV devra être réalisée au regard des nouvelles prescriptions d'autorisation d'exploiter s'appliquant depuis son arrêté préfectoral du 21 mars 2024 » ;

CONSIDÉRANT que l'oxydateur thermique régénératif n°1 (RTO1) présente des non-conformités de ses rejets en COV, en concentration et en flux par les résultats de la campagne de mesures réalisées les 5 et 6 février 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'un maintien des conditions d'exploitation en l'état ne permet pas l'atteinte d'une situation conforme en matière de rejets atmosphériques en COV pour l'oxydateur thermique régénératif n°1 (RTO1) ;

CONSIDÉRANT que les actions correctives envisagées en matière de rejets en COV de l'oxydateur thermique régénératif n°1 (RTO1) ne font pas l'objet d'une validation technique préalable ou d'un calendrier de mise en œuvre ;

CONSIDÉRANT que, à l'échelle du site, les flux autorisés en sortie de l'oxydateur thermique régénératif n°1 (RTO1) sont supérieurs aux flux autorisés en sortie de chacun des deux autres oxydateurs thermiques régénératifs du site (RTO2 et RTO3) ;

CONSIDÉRANT que les difficultés de maîtrise d'œuvre du projet de rationalisation du nombre d'oxydateurs thermiques régénératifs du site ne peuvent retarder un retour à la conformité du site ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Madame la secrétaire générale de la Préfecture de la Haute-Loire :

ARRÊTE

Article 1.

La société AEP Group, exploitant une unité de fabrication d'emballages plastiques en zone industrielle de Campine, à SAINT-PAL-DE-MONS (43620), est mise en demeure de se conformer aux valeurs limites d'émission en COV de l'oxydateur thermique régénératif n°1 (RTO1) prescrites à l'article 2.2.2. (conduit n°1) de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°BCTE/2024-35 du 21 mars 2024.

L'exploitant transmet à l'inspection :

- sous 3 mois, un projet techniquement validé permettant durablement un retour à la conformité des rejets du RTO 1 ;
- sous 6 mois, les résultats d'une campagne analytique, conformes en concentration et en flux, pour le paramètre COV du conduit n°1.

Article 2.

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1er du présent arrêté dans les délais prévus au même article, il sera fait application des dispositions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant.

Article 3.

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 4.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5.

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Haute-Loire, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire de SAINT-PAL-DE-MONS et qui sera notifié à la société AEP GROUP.

Au Puy-en-Velay, le 4 septembre 2025

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Nathalie CENCIC